

L'AGRICULTURE

L'OPPORTUNITÉ DE LA DÉSIGNATION DE L'OCCO COMME L'UNIQUE IMPORTATEUR AUTORISÉ D'ŒUFS—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Bill Jarvis (Perth-Wilmot): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. Le Conseil national de commercialisation des produits de ferme aurait, paraît-il, recommandé de désigner l'OCCO comme premier destinataire des œufs importés; faut-il conclure que cet organisme va se substituer au secteur privé et devenir l'unique importateur d'œufs? Le ministre est-il d'accord pour appliquer cette recommandation du Conseil? Dans l'affirmative, a-t-il prié ses collègues du cabinet de l'accepter?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà fait connaître mon avis, que le député connaît sûrement. Je suis d'accord, et j'ai recommandé à mes collègues du cabinet d'étudier cette solution. C'est ce qu'ils font actuellement. La décision n'a pas encore été prise.

* * *

LA CONSOMMATION

L'OPPORTUNITÉ DE LA DÉSIGNATION DE L'OCCO COMME L'UNIQUE IMPORTATEUR AUTORISÉ D'ŒUFS—LE POINT DE VUE DU MINISTRE

M. Bill Jarvis (Perth-Wilmot): Monsieur l'Orateur, je voudrais adresser ma question au ministre de la Consommation et des Corporations. A-t-il eu l'occasion d'examiner la recommandation du Conseil national de commercialisation des produits de ferme? Est-il d'accord pour que l'OCCO soit désigné comme premier destinataire et devienne ainsi l'unique importateur d'œufs au Canada?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je n'ai jamais été partisan de désigner l'OCCO comme premier destinataire des œufs arrivant au Canada. Cela créerait une situation de monopole, que je réprouve. Ce ne sont pas les arguments du Conseil qui me feront changer d'avis.

* * *

LE NORD CANADIEN

LES PROPOS ATTRIBUÉS À M. SEARLE AU SUJET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET DU JUGE BERGER—LA POSITION DU MINISTRE

M. Doug Neil (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. La semaine dernière, M. David Searle a déclaré qu'on devrait réduire les programmes de sécurité sociale du gouvernement fédéral dans le Nord; le ministre peut-il dire à la Chambre si cet important porte-parole du parti libéral parlait au nom du gouvernement?

L'hon. Judd Buchanan (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, comme les députés le savent, M. Searle fait partie du Conseil des Territoires du Nord-Ouest, il en est d'ailleurs l'orateur. Il parlait à titre de représentant élu, mais pas au nom du gouvernement fédéral.

Questions orales

M. Neil: Le ministre approuve-t-il les déclarations de David Searle sur le comportement du juge Berger, qui a été nommé par le gouvernement fédéral?

M. Buchanan: Non, monsieur l'Orateur. J'attends avec impatience le rapport du juge Berger.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

DEMANDE D'INSTANCES GOUVERNEMENTALES AUPRÈS DE LA POLOGNE AU SUJET DES RESTRICTIONS POLONAISES À LA RÉUNION DES FAMILLES AU CANADA

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le Canada avait énergiquement appuyé la signature de l'accord sur la réunion des familles à Helsinki l'année dernière ou l'année précédente. Le ministre profitera-t-il de la visite prochaine du ministre des Affaires extérieures de Pologne pour exhorter ce pays à libéraliser ou à relâcher ses règlements et ses restrictions au sujet de la réunion des citoyens polonais avec leur famille établie au Canada?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'ai bien l'intention de profiter de la visite du ministre des Affaires étrangères de Pologne à Ottawa au cours de la semaine pour lui parler de cette question, comme je l'ai fait lors de ma visite en Pologne il y a quelques mois. Je signale à mon honorable ami que, depuis cet entretien, la situation s'est quelque peu améliorée et que les démarches entreprises sur un certain nombre de cas ont abouti. J'espère que les entretiens de cette semaine contribueront à améliorer davantage la situation.

* * *

L'IMMIGRATION

DEMANDE D'AIDE CANADIENNE AU RÉTABLISSEMENT DES VICTIMES DU SÉISME EN ITALIE

M. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Les agents de l'immigration postés à Milan ont-ils reçu l'ordre de faciliter l'examen des cas de réunion des familles et d'autres cas, pour des motifs charitables et humanitaires, comme celui des victimes du tremblement de terre en Italie?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je me suis entretenu par téléphone avec notre représentant à Milan. Il me signale que, pour l'instant, il n'y a pas de hausse sensible du nombre de demandes d'immigration. Nous lui avons tout de même demandé de rendre visite à la région sinistrée et de nous faire part de ses constatations. Nous lui avons également demandé d'étudier en priorité absolue toutes les demandes présentées par des habitants du Nord de l'Italie. Nous vérifions si ces candidats ont ou un parrain ou des proches au Canada qui peuvent répondre d'eux. Ces données seront communiquées au bureau compétent de l'immigration au Canada, qui s'occupera d'interroger les proches de manière à accélérer l'étude de ces cas.